

Nîmes, le **08 JUIL. 2025**

Cellule Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° 2025-042-DREAL

Imposant à la société GRANULATS GONTERO de se conformer aux prescriptions complémentaires pour la surveillance de la carrière située aux lieux-dits « Les Euzières », « Pesade » et « Plan du bonjour » sur les communes de St Geniès de Comolas et Roquemaure

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral CM/94/77/CP du 4 août 1994 autorisant l'exploitation de la carrière sur les communes de St Génès de Comolas et Roquemaure ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-2024-064 imposant à la société SAS GRANULATS GONTERO d'assurer la surveillance et le maintien en sécurité du site de la carrière sise aux lieux-dits « Les Euzières », « La Pesade » et « Plan du bonjour » sur les communes de St Génès de Comolas et Roquemaure;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-022-DREAL du 10 avril 2025 portant rejet d'une demande d'autorisation environnementale déposée par la SAS GRANULATS GONTERO concernant le renouvellement d'exploitation de carrières et d'installation d'activités

connexes sur le territoire des communes de Saint-Géniès-de-Comolas et de Roquemaure, aux lieux-dits Les Euzières et Plan de Bonjour

Vu la visite d'inspection réalisée le 29 avril 2025 ;

Vu le rapport de la visite d'inspection adressé le 3 juin 2025 en recommandé avec AR à l'exploitant au titre du contradictoire réglementaire ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter accordée par arrêté préfectoral du 4 août 1994 susvisé est échue;

Considérant que la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter a fait l'objet d'un rejet par l'arrêté préfectoral du 10 avril 2025 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas au jour de l'inspection entamé les procédures relatives à la remise en état de la carrière ;

Considérant que la carrière comprend des zones considérées comme sensibles en termes de dangers et de sécurité publique notamment en raison de l'instabilité des fronts, et qu'elle doit faire l'objet d'une surveillance géotechnique décrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2024 ;

Considérant que la dernière visite de surveillance géotechnique remonte au mois de juin 2024 et que les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2024 susvisé s'applique à l'exploitant;

Considérant que pour assurer la bonne mise en œuvre de la surveillance de la stabilité des fronts, la périodicité de la réalisation de ces visites de surveillance doit être répartie sur toute l'année et donc être mieux précisée ;

Considérant que l'article L.181-14 du code de l'environnement prévoit que « L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 [...] à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées» ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement prévoit que les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : PERIODICITÉ DE LA SURVEILLANCE DE LA STABILITE DES FRONTS

Le dernier tiret de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2024-064 du 6 décembre 2024 susvisé ainsi rédigé : «- la réalisation de la surveillance par un bureau spécialisé à une fréquence de quatre passages annuels », est remplacé par :

«- la réalisation de la surveillance par un bureau spécialisé à une fréquence trimestrielle »,

Le premier compte-rendu de surveillance est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 juillet 2025.

Article 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS- PUBLICITÉ - NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Article 2.1 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr:

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 2.2 Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des

services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 2.3 Notification et exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie, les maires de la commune des Communes de Saint Génès de Comolas et de Roquemaure, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société GRANULATS GONTERO.

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD